

France nouvelle hebdo du PCF 24 novembre 1979

On casse la médecine comme on casse les usines

Ces temps-ci, on parle beaucoup de scandales, mais il y a ceux dont les grands moyens d'information parlent peu ou pas du tout, comme celui de la santé publique en France et du grave danger qu'elle court à la suite des mesures prises par le pouvoir ces dernier mois, et notamment en juillet-août.

Si rien n'était fait pour lutter contre ces mesures, leur gravité aboutirait (c'est déjà le cas) à mettre les malades, les vieilles personnes dans des situations dramatiques et l'ensemble du personnel soignant devant l'absurde, le scandale, la culpabilisation et l'atroce, car il s'agit en l'occurrence de la mort ou de la vie d'autres êtres humains. En dehors des personnels soignants, qui sait ce que signifient les termes de malades « lourds » et de malades « légers », de « réa », de rotation de lits, de lait à 5 % au lieu de 10 %, de vote pour savoir s'il faut 4 unités ou 2, qui connaît les problèmes des transfusions, ce que signifient 70 070 d'arrêt des avances de la Sécurité sociale...

En revanche, on sait ce que les mesures d'austérité du pouvoir signifient à La Seyne (Var). Alors que la population réclame depuis vingt ans un hôpital neuf, non seulement celui-ci ne sera pas construit, mais le C.h.u. sera en cessation de paiement, continuera à licencier du personnel, se dégradera encore plus, risquant de se transformer en véritable taudis. A Rennes, l'hôpital tout neuf qui vient d'être construit n'ouvrira pas et l'hôpital (C.h.r.), lui aussi en cessation de paiement, lui aussi licenciera du personnel, n'assurant déjà plus la formation des aides-soignantes, n'assurera plus celle des infirmières. Déjà dans ce C.h.r. les malades « condamnés » ne vont pas en réanimation alors qu'il y a le matériel mais pas le personnel. Tout Rennes, paraît-il, connaît la fameuse chambre 28 où les malades meurent ; on y jette des tonnes de linge parce que les machines à laver sont en panne et qu'il n'y a pas d'argent pour changer les pièces ; les médicaments sont devenus rares, et les ordures ne sont plus brûlées dans l'hôpital comme c'est la règle, mais sont ramassées par le service municipal ! On ne peut pas tout citer, ça serait trop long. Ne parlons pas du sort qui est fait aux vieilles personnes, là, comme ailleurs, c'est le « mouvoir » qui leur est réservé.

« Mais leur politique, c'est débile ! Ils parlent de lutter contre les gâchis, mais les gâchis ils sont là ! » s'indigne une jeune infirmière.

C'est débile, et terrible aussi. Devant cette situation, tout le monde se débrouille comme il peut pour sauver ses malades, parce que la conscience professionnelle, ou la conscience tout court, ça existe. Mais la débrouillardise et le dévouement ne suffisent pas, et il y a aussi lutte. Alors parlons de la lutte.

Les communistes ont décidé qu'il ne fallait pas laisser faire. Ils ont lancé un S.o.s. santé, considérant que les mesures du pouvoir contre l'hôpital public sont de ce point de vue stratégiques et que la défense de celui-ci en est l'axe prioritaire. Des problèmes que soulèvent les actions engagées. « France nouvelle » va essayer d'en rendre compte, en allant voir à La Seyne (Var) et à Rennes (Ille-et-Vilaine). Pourquoi La Seyne ou Rennes ? Pour la raison simple que les budgets supplémentaires demandés par les conseils d'administration de l'hôpital public de ces deux villes font partie des deux cent soixante que le pouvoir a accepté de rediscuter (alors qu'à l'origine aucun ne devait l'être), ce qui signifie peut-être que, dans ces deux villes, la pression contre les mesures d'austérité y a été plus forte qu'ailleurs et qu'il serait bon de connaître de quelle manière les communistes y ont participé.

Quand il est question de la lutte

Pour ceux qui n'ont pas l'habitude de l'action, il paraît parfois dérisoire d'aligner des centaines de signatures sur des listes de pétitions, de se battre dans un conseil d'administration, en se disant qu'après tout le pouvoir est ailleurs ; de faire des journées de grève, des manifestations parce que le pouvoir ne cédera pas, qu'il a décidé... Pourtant tout montre que s'il n'y a pas de recettes pour la lutte il faut avoir d'abord cette volonté de lutter et elle existe à La Seyne comme à Rennes, dans des situations différentes et semblables : le fait que les budgets supplémentaires des hôpitaux de ces deux villes font partie des deux cent soixante supplémentaires en rediscussion en est le résultat. A La Seyne comme à Rennes, les communistes ont donc décidé qu'il fallait tout faire pour défendre leur hôpital.

A La Seyne, le P.c. est influent, et la municipalité y est à direction communiste. Celle-ci, avec ses élus, a mis tout son poids dans la balance pour la construction de l'hôpital et le maire, qui est aussi président du conseil d'administration du C.h.u., a joué un rôle très actif pour le refus du budget de l'austérité. Les communistes de l'hôpital et de la ville, depuis des années, ont fait signer des pétitions, posé des premières pierres, organisé des délégations, des manifestations : la candidate Danièle Demarch, au cours de sa campagne électorale de 1978, a écrit aux médecins de la région pour qu'ils soutiennent, eux aussi, cette revendication de la population... Les dernières mesures d'austérité les ont amenés à transformer leur objectif initial en un triple front de lutte : toujours pour la construction d'un hôpital neuf, mais aussi un vrai budget de fonctionnement pour celui qui existe déjà et sa réhabilitation. Ce sont donc, à nouveau, des pétitions à l'hôpital en direction du personnel et des visiteurs, dans les entreprises de la ville, sur le marché, dans les quartiers. Tous ceux et toutes celles qui ont fait un petit quelque chose ont été surpris par le bon accueil reçu.

A Rennes, c'est différent : le P.c. y est moins influent, la municipalité est dirigée par le P.s. et ça a son importance : par exemple, au conseil d'administration du C.h.r., l'action du maire P.s. n'a pas été le facteur déterminant pour le refus du budget d'austérité : ça ne se dit pas ouvertement, mais il semble bien qu'il était plutôt favorable à l'acceptation de ces mesures et que c'est la lutte du personnel hospitalier avec le C.f.d.t. et la C.g.t. qui a été finalement déterminante. Autre différence, alors qu'au C.h.u. de La Seyne la C.g.t. est l'organisation syndicale la plus représentative, à Rennes, c'est la C.f.d.t. Celle-ci n'a d'ailleurs pas l'air d'être gênée par les déclarations de Jeannette Laot, dirigeante nationale de cette organisation, qui a qualifié cet été les mesures d'austérité du pouvoir de « partiellement positives ». Alors, la cellule de l'hôpital ? Bien que faible au regard de la tâche à accomplir, elle a joué son rôle en organisant la visite de Claude Poperen, membre du Bureau politique du P.c. Celui-ci, au cours d'une journée, a rencontré des médecins, le personnel soignant, les syndicats, un représentant du préfet, a été à un rendez-vous pour lutter devant l'hôpital neuf qui risque de n'être jamais ouvert. Cette journée a été instructive. Elle a permis des échanges, mais aussi l'émergence d'un certain nombre de problèmes politiques qui, pour une part, ont aussi été soulevés à La Seyne au cours de la réunion préparatoire de la table ronde jugée nécessaire par les communistes de la ville pour la poursuite de l'action.

Le rôle du P.c.

A La Seyne, la question de l'activité des communistes pour le succès des trois objectifs de lutte semble aller de soi, et ce qui semble plutôt préoccuper les communistes, c'est la mobilisation encore insuffisante et la sous-estimation des possibilités : par exemple, le manque à gagner dans les entreprises où pourrait être soulevée de façon nouvelle la question des maladies professionnelles, des accidents, de la prévention. Bref, d'une vraie politique de la santé publique. La cellule de l'hôpital « ne marche pas sur les pieds » du syndicat, et

l'organisation extra-hôpital du P.c. lui permet de mobiliser tous ceux qui se sentent concernés par la défense de l'hôpital public.

En revanche, à Rennes, il n'en est pas de même. Il faut encore que la cellule arrache son droit à l'expression à l'intérieur du C.h.r. Lors de sa visite, Claude Poperen a pris la parole au restaurant de l'hôpital. Avant ce jour, aucune organisation syndicale et politique ne l'avait fait. Pour la cellule, que de questions : est-ce qu'il fallait ? quel accueil allait être fait ? est-ce que ça n'allait pas gêner le personnel, être mal compris ? Le cœur du jeune secrétaire de cellule a battu la chamade, quand il lui a fallu expliquer le sens de cette intervention inattendue, objet de tant de discussions, avant et après.

Certains ont qualifié cette intervention de « choix dangereux », pouvant faire l'effet inverse de ce qui était voulu, faisant craindre que les organisations syndicales, « organisations privilégiées », n'en paient les conséquences. Bref, le problème, toujours vif, de l'activité politique à l'entreprise. Fallait-il faire, pas faire, faire autrement ? Cette épreuve du feu pour les communistes du C.h.r. est d'une grande importance. Pour eux, ne pas faire cette intervention publique, c'était accepter de passer sous la table et laisser la place au courant social-démocrate qui a bien d'autres moyens, lui, de se faire entendre. En se privant de porter le débat politique sur le terrain où il a lieu, le P.c. laisserait à l'Etat patron le soin de faire sa politique à l'hôpital comme il l'entend.

L'argument sur les organisations « privilégiées » à l'entreprise, utilisé pour refuser l'expression propre du P.c au C.h.u., a, quant à lui, donné lieu à un débat sur le caractère « privilégié » de l'organisation révolutionnaire et de ce dont se priveraient les travailleurs en lui refusant la possibilité d'amener l'éclairage politique nécessaire pour les luttes présentes et futures.

L'union toujours !

La question de l'union, comme chaque fois qu'il y a recherche de la meilleure façon de mener la lutte, a été abordée à La Seyne par les communistes eux-mêmes et à Rennes par les personnels hospitaliers que le P.c. a rencontré au cours de la visite de Claude Poperen.

Pour les communistes de La Seyne, elle a pointé le bout du nez au détour d'une question apparemment secondaire, à savoir : qui allait être invité à la table ronde ? Un militant communiste a d'ailleurs mis les pieds dans le plat en disant :

« Il faut que la table ronde soit constructive, qu'elle débouche sur l'action. Pour cela, il est bien préférable que ce soient des organisations qui y participent plutôt que des personnalités. Il y a eu la grève des médecins, alors pourquoi ne pas inviter leurs organisations avec les autres syndicats. Ils pourraient ainsi s'engager dans l'action, alors qu'une personnalité le peut difficilement. »

Question utile à laquelle il a été répondu : « les organisations de médecins ont déjà fait marche arrière. Ils veulent avant tout défendre la médecine libérale. »

« Les comités de soutien, on connaît ! Pour la défense des chantiers navals, celui qui a été créé n'a pas apporté une seule force de plus à la lutte. Il n'a rien fait avancer du tout. Ça a permis à chacun d'avoir la conscience tranquille après un beau discours. »

« Rassembler les organisations pour quoi faire ? La C.f.d.t., par exemple, dit comme le gouvernement qu'il y a des gaspillages, que les mesures du pouvoir ont « des aspects positifs ». A ce compte-là il faudrait aussi inviter le P.s., alors que celui-ci cautionne la politique du pouvoir et le P.c. risquerait de rassembler des organisations d'accord sur l'austérité, alors que la grande question qui se pose, c'est comment mobiliser les habitants de La Seyne, le personnel de l'hôpital, y compris les médecins qui sont particulièrement difficiles à engager dans la lutte car enfermés dans la technicité de leurs problèmes. »

Comme on le voit les arguments n'ont pas manqué...

A Rennes, ce sont les communistes, qui, une fois de plus, ont été interpellés sur cette question de l'union pour l'action.

Une jeune aide-soignante, devant la gravité de la situation à l'hôpital, ne comprenant pas pourquoi un jour c'est la C.f.d.t., un autre jour la C.g.t., puis le P.c. qui organisent, chacun séparément, quelque chose, s'est exclamée : « A croire que chacun agit uniquement pour faire parler de sa boutique. Je n'aime pas la désunion. Tous ensemble ça serait tellement plus efficace ! » Là aussi la discussion a permis de faire connaître la position du P.c. sur l'union à la base. Quelqu'un ayant même fait remarquer que devant la situation catastrophique du C.h.r., à la limite l'U.d.f. et le R.p.r. n'oseraient pas dire que c'est normal, mais qu'il y a ceux qui luttent et ceux qui ne luttent pas. Si la C.f.d.t. de l'hôpital mène l'action pour sa défense, seule, ou avec des actions communes avec la C.g.t., nationalement il faut savoir quel langage cette organisation syndicale tient. Il en est de même pour le P.s., et faire l'alliance avec lui, ça serait faire croire qu'il défend la santé : il n'y a qu'à voir au sein du conseil d'administration l'attitude de ses élus. L'union, ont fait remarquer les communistes, c'est avant tout le personnel soignant avec les médecins, avec les malades; les actifs avec les vieilles personnes... pour ne pas s'enfermer dans la notion de rentabilité qui consisterait à mettre en parallèle la croissance du budget de la santé avec celle du P.n.b.; l'union, a-t-il été aussi expliqué, pour les communistes, c'est faire la clarté sur la politique du pouvoir, mais aussi sur le double langage, le refus du consensus.

A La Seyne comme à Rennes toute cette discussion sur l'union a abouti à motiver encore plus les communistes pour leur action propre. « Pour que la table ronde soit constructive, a conclu le secrétaire du comité de ville de La Seyne, il faut que le P.c. continue à sensibiliser la population sur ses trois objectifs de lutte, que la cellule de l'hôpital avec les cahiers de lutte aide à une plus grande mobilisation du personnel soignant et que la question de l'alliance avec les médecins soit aussi mieux prise en compte, car beaucoup de communistes considèrent encore qu'il n'y a rien à faire avec eux, parce que c'est compliqué et nouveau. La table ronde dans ce cadre-là n'est qu'un moment de l'action et rien que cela. »

L'alliance

Il est beaucoup question dans les déclarations des communistes de l'alliance avec les i.t.c. (ingénieurs, techniciens, cadres) Dans cette campagne S.o.s. Santé, il s'agit de gagner aussi une partie du corps médical à sa défense. A l'hôpital, il est criant pour tout le monde qu'ils sont aussi concernés que l'ensemble du personnel soignant.

Ce qui est frappant, alors qu'on parle d'autogestion, c'est de voir la grande connaissance du personnel des besoins de l'hôpital, des malades. Eux qu'on accuse de tous les gâchis, matériels et humain ! Leur conscience professionnelle les amène à se culpabiliser, alors qu'ils ne sont pas responsables du gâchis, et comme ils disent : « Chacun se débrouille pour sauver ses malades », médecins, personnel soignant tous ensemble, dans les services. Mais quand il s'agit de lutter, tout est plus compliqué.

La campagne du pouvoir sur l'austérité prend plus facilement chez les médecins que parmi les autres catégories de personnel, car ils ont tendance à s'enfermer dans une certaine technicité. Si les médecins salariés parlent en privé pour dire qu'ils ne sont pas d'accord avec cette politique, ils le font encore rarement publiquement car «ils ont peur du préjudice». «Pourtant, on aimerait les sentir avec nous et l'on déplore de ne pas pouvoir travailler avec eux. Pourtant, chez eux aussi le malaise est grand, et les contradictions se font de plus en plus jour. » Au c.a., du C.h.r. de Rennes, ce sont les chefs de service qui se sont prononcés pour le refus de l'austérité. Si l'union soulève toujours autant de discussion, l'alliance aussi

est semée de contradictions. On a vu à La Seyne la réaction sur la grève des médecins, mais elle n'est pas la seule : certains, et ils sont nombreux, trouvent qu'ils sont un peu trop dans leur «tour d'ivoire», d'autres qu'ils ne défendent que leurs intérêts. « Ah ! si les toubibs avaient marché dans la grève, soupire un syndicaliste, qu'est-ce que ça aurait été ! »

La nécessité de gagner le corps médical à l'action progresse ; avec la politique actuelle du pouvoir, les convergences se voient, car ce n'est pas seulement dans leurs revenus qu'ils sont frappés, mais dans leurs conditions de travail. Les médecins aiment leur travail, et si on les empêche de le faire, leur attitude changera, remarque-t-on aussi, même si leur intérêt n'est peut-être pas tout à fait le même que celui du personnel soignant. Pour les communistes cette alliance est nécessaire pour l'intérêt de chacun mais aussi pour l'intérêt de tous dans la défense de la santé publique. Le « miracle » du système capitaliste consistant, alors qu'il s'agit actuellement de soigner mieux, plus humainement, à développer la prévention, le dépistage, qu'on parle de plus en plus de gérontologie... de renoncer à tout cela et, plus grave encore, de briser les acquis, comme celui que constitue encore le système hospitalier français. Dorothée Vion